
[Conseil métropolitain du 8 février 2021 - Face à la crise, la Métropole Rouen Normandie fait bloc et investit massivement dans la transition sociale-écologique](#)

L'incertitude continue de peser en ce début d'année. La Métropole fait front et mobilise largement ses moyens publics pour accompagner les acteurs du territoire. Les investissements sont massivement orientés vers la transition sociale-écologique de l'agglomération : décarbonation de notre économie, revalorisation de nos friches, développement d'une culture du risque industriel, réduction des inégalités renforcées par la crise... Il est proposé au Conseil métropolitain de déclarer l'état d'urgence climatique sur le territoire et de rejoindre la campagne mondiale « Cities Race to Zero ». Il est également proposé de refuser de financer le projet dit de « Contournement Est », en appelant l'État et les collectivités concernées à engager des alternatives soutenables et durables, qui réduiront réellement le problème de congestion du territoire.

Pour Nicolas Mayer-Rossignol, Président de la Métropole Rouen Normandie : « Nous l'avions dit dès le début du mois de janvier : c'est en mobilisant massivement nos moyens publics et en faisant front aux côtés des acteurs frappés par la crise que nous tiendrons. Nous allons continuer à aider, accompagner, soutenir. Plus que jamais, jouons collectif ! La crise renforce les inégalités et isole les personnes fragiles. L'urgence climatique ajoute à l'incertitude. Nous continuons d'engager une politique massive en faveur de la transition sociale-écologique du territoire : déclaration de l'état d'urgence climatique et adhésion à la campagne mondiale « Race to Zero » pour enclencher la décarbonation de notre économie, requalification de nos friches, lutte contre l'habitat indigne, développement d'outils de transparence démocratique, déploiement d'un système d'alerte SMS pour prévenir le risque industriel, prolongation de l'aide aux stages pour les jeunes et extension aux non boursiers, refus du financement du projet dit de « Contournement Est »... Après le retrait unilatéral du Département de l'Eure et de la CASE, il n'y a aucune raison que nous financions ce projet qui concerne ces collectivités pour 30% de son tracé. Nous appelons l'État et tous les acteurs concernés à engager avec la Métropole des alternatives durables pour décongestionner nos routes et privilégier les mobilités de demain. Le monde change, changeons avec lui ! ».

